

<b>RESUME .....</b>	<b>2</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>3</b>
<b>1. Poursuite des activités de terrain destinées à améliorer la gestion de la mangrove .....</b>	<b>5</b>
1.1. Reboisement de la mangrove au Sénégal, en Gambie, Guinée Bissau, Guinée et Sierra Leone.....	5
1.2. Mise en défends des sites de régénération de la mangrove en Mauritanie .....	6
1.3. Sensibilisation des communautés du Delta du Saloum au Sénégal .....	8
1.4. Construction des fours améliorés en Guinée Bissau.....	8
1.5. Diffusion de la technique de production de sel solaire en Gambie.....	9
1. 6. Apiculture en Gambie .....	10
<b>2. Charte régionale et plan d'action .....</b>	<b>11</b>
2.1 La charte régionale.....	11
2.2. Le Plan d'Actions .....	13
<b>3. Développement de partenariats.....</b>	<b>15</b>
3.1. Appui à l'ONG Océanium .....	15
3.2. Appui au projet Adaptation au Changement Climatique en zone Côtière (ACCC) d'Afrique de l'Ouest pour reboisement du Rhizophora et de l'Avicennia au Saloum.....	16
3.3. Recherche sur la caractérisation du milieu et la séquestration du carbone dans les sites de reboisement de Dassalamé Serer.....	16
<b>4. Vers les objectifs du projet.....</b>	<b>18</b>
4.1. Les activités de terrain .....	18
4.2. Les politiques de gestion de la mangrove .....	18
<b>5. Rapport financier .....</b>	<b>24</b>
<b>6. Plan annuel de travail de 2010 .....</b>	<b>25</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>28</b>
<b>RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>29</b>



## RESUME

Les activités du projet IMAO de l'année 2009 se situent dans la continuité de celles menées en 2008, en particulier la mise en œuvre d'actions de réhabilitation des zones de mangrove dégradées, le développement de projets de démonstration, le renforcement des politiques nationales de conservation des mangroves, la finalisation de l'avant projet de Charte et du Plan d'Actions et la recherche de financement en faveur de ce dernier.

Les actions de reboisement se sont appuyées sur les enseignements de la campagne 2008 pour apporter des améliorations par le renforcement de capacité des acteurs, le choix des sites et le respect du calendrier de plantation.

La vulgarisation de l'apiculture en Gambie a été poursuivie et les premières récoltes de miel ont permis d'initier une formation des communautés en matière de traitement post récoltes du miel et de la cire. Quant à la construction de fours améliorés pour le fumage du poisson en Guinée Bissau, les travaux sont en phase de finalisation dans trois des quatre sites programmés.

En matière de politique de gestion de la mangrove, l'accent a surtout été mis sur la consolidation de l'Avant-projet de charte régionale et du plan d'actions. Le document a été soumis à la critique de plusieurs spécialistes et leurs remarques et suggestions ont permis de finaliser le document. Celui-ci a été soumis aux différents pays pour avis.

En outre le projet a développé des partenariats avec différents acteurs de la conservation, notamment : l'**ONG Océanium** dans son programme de reboisement au Sénégal financé par Danone ; le **projet** Adaptation aux Changements Climatiques en zone Côtière (**ACCC**) pour le reboisement de la mangrove dans la zone de Palmarin financé par le PNUD et l'UNESCO et l'Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture de Thiès (**ENSA**) pour l'évaluation des conditions de croissance et de la capacité de séquestration du carbone dans les sites reboisés du village de Dassalamé Sérér dans le Saloum.



## INTRODUCTION

L'Initiative mangrove en Afrique de l'Ouest (IMAO) est un projet conjoint UICN Sénégal et Wetlands International Afrique qui ont bénéficié de l'appui financier de la Fondation Suisse MAVA. Exécuter en collaboration avec des institutions nationales des forêts de Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée et Sierra Leone dans le cadre du Programme Régional de Conservation de la Zone Marine et Côtière (PRCM), l'IMAO a développé des actions de réhabilitation de la mangrove et d'amélioration du bien être des communautés qui en dépendent ainsi que des initiatives destinées à harmoniser les politiques nationales de sa gestion durable .

Pour rappelle, le projet IMAO a pour objectif de restaurer et de conserver les écosystèmes de mangrove à l'échelle du PRCM tout en œuvre pour améliorer le bien-être et la sécurité des communautés qui dépendent de la mangrove par leur conscientisation, la facilitation de leurs interventions sur le milieu, l'amélioration et l'harmonisation des politiques de gestion de la mangrove à travers un processus négocié. La stratégie adoptée par le projet repose sur le développement d'une base de connaissances, le transfert de connaissances des communautés à l'échelle régionale, la mise en place des conditions stimulantes pour la bonne gestion de la mangrove et le renforcement des politiques nationale, régionale et de plans d'action.

Pour ce faire, l'Equipe de projet a, en 2007 fait la situation de référence en matière d'écologie/climatologie, socio économie et cartographie des mangroves d'Afrique de l'Ouest. Un atelier régional a été organisé et a permis une large concertation des différents acteurs impliqués dans la gestion de l'écosystème.

Les principales activités planifiées en 2008 étaient l'identification et la mise en œuvre d'actions de réhabilitation des zones de mangrove dégradées, le développement de projets de démonstration dans des activités génératrices de revenus, le renforcement des politiques nationales de conservation des mangroves, l'élaboration d'une Charte et d'un Plan d'Action et la recherche de financement en faveur de ce dernier. En outre, la synthèse des rapports en Ecologie/Climatologie et Socio économie devait être finalisée.

Les activités du projet IMAO de l'année 2009 se situent dans la continuité de celles menées en 2008, en particulier les activités qui concourent à l'atteinte des Résultats 4<sup>1</sup>, 5<sup>2</sup>, 6<sup>3</sup> et 7<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> Result 4 : Actions for mangrove ecosystem restoration supported and linked with livelihood improvements at key sites in each target country.



tel que consigné dans le document de projet. Il s'agit essentiellement de la mise en œuvre d'actions de réhabilitation des zones de mangrove dégradées, le développement de projets de démonstration (**Résultat 4 : Actions for mangrove ecosystem restoration supported and linked with livelihood improvements at key sites in each target country**), le renforcement des politiques nationales de conservation des mangroves, la finalisation de l'avant projet de Charte et du Plan d'Actions et la recherche de financement en faveur de ce dernier (Résultats 5, 6 et 7).

Le présent rapport annuel s'articule autour des points suivants :

**1. Poursuite des activités de terrain destinées à améliorer la gestion de la mangrove**

**2. Charte régionale et plan d'action**

**3. Développement de partenariats**

**4. Vers les objectifs du projet**

**5. Rapport financier**

**6. Plan de travail annuel de 2010**

**Conclusions et recommandations**

---

<sup>2</sup> Result 5: Key mangrove stake-holders have engaged in formulation of a regional Strategy and Action Plan for strengthening and extending community actions

<sup>3</sup> Result 6: National policy is strengthened to provide support for community actions

<sup>4</sup> Result 7: Regional policy Accord formulated and approved through PRCM mediated process



## **1. Poursuite des activités de terrain destinées à améliorer la gestion de la mangrove**

En 2008, plusieurs activités ont été démarrées dans les différents pays. Ces activités concourent à l'atteinte du Résultat 4 du document de projet dont les grands axes sont les suivants : Réhabilitation des zones de mangroves, Développement de projets de démonstration et Recherche de fonds pour la mise en œuvre du plan d'action. En somme, elles sont destinées à restaurer/conservé par :

- le reboisement des mangroves,
- la construction de mur de protection contre la divagation des animaux,
- le renforcement de capacités ainsi qu'à améliorer le bien-être des populations qui en dépendent par le développement d'activités génératrices de revenus : apiculture, production de sel solaire, construction de fours améliorés.

En fonction de l'acuité des problèmes de dégradation et d'utilisation peu rationnelle des ressources de mangroves auxquelles sont confrontées les communautés locales, des actions correctives avaient été identifiées et acceptées. En 2009, ces activités sont poursuivies en vue d'en assurer l'aboutissement.

### **1.1. Reboisement de la mangrove au Sénégal, en Gambie, Guinée Bissau, Guinée et Sierra Leone.**

Au Sénégal le village de Dasselamè Serer a bénéficié d'un appui du projet pour reboisement de 2ha de *Rhizophora* constituant une extension des sites déjà reboisés et suivis grâce à l'appui de projets antérieurs (JICA, FEM, UICN).

En Gambie, les communautés de Buram, Jassobo et Bali Mandinka s'étaient engagées à conduire cette activité. Les résultats ont été bons à Buram où les plantules de *Rhizophora* se développent normalement. Cette année il a été replanté 22 2500 plants couvrant environ 2 ha portant à 3,5 ha la superficie totale reboisée. Compte tenu de la forte mortalité des plantules de la campagne précédente, une attention particulière a été accordée au choix des sites grâce à une mission d'appui des services des eaux et forêts du Sénégal et de Gambie. Le suivi des sites est assuré par les villageois avec l'appui du point focal du projet.

En Guinée Bissau, c'est cette année que le reboisement a démarré à Cacine, Cadico et Cacafal où il a été planté 6 ha d'*Avicennia* qui seront suivis par Quitapesca, ONG locale partenaire du projet.



En Guinée, le reboisement de *Rhizophora* et *Avicennia* a été réalisé dans les sites de Baléssouri, Baie de Sangaréah et Wonkifong. Les conditions du milieu sont favorables au développement des plants. Toutefois le démarrage de la campagne a été retardé pour des raisons budgétaires et les résultats ont été plutôt décevants. Cette année la coordination du projet s'est impliquée à temps et il a été possible de reboiser, dans des conditions optimales, 5,5 ha d'*Avicennia* dans la Baie de Sangareyah et 2 ha à Baléssouri. En outre il a été procédé au regarnissage des sites reboisés en 2008. Le suivi est assuré par les techniciens locaux des eaux et forêts désignés par le point focal. Cette année un accent particulier a été mis sur le renforcement de capacité des villageois en matière de choix des plantules (**Photos 1 et 3**), du site de reboisement en rapport avec les possibilités de submersion par la marée et de la période de plantation (**Photos 1 et 3**).

En Sierra Leone, le reboisement de *Rhizophora* a été réalisé à Matakay sur une superficie de 10 ha en 2008 qui n'a pas connu d'extension cette année, mais plutôt un important effort de regarnissage compte tenu de la forte mortalité des plantules. Au total 23 000 propagules de *Rhizophora* ont été replantés. Le suivi est assuré par le point focal du projet.

### **1.2. Mise en défends des sites de régénération de la mangrove en Mauritanie**

La mangrove du Parc National du Diawling connaît actuellement une régénération naturelle d'*Avicennia* très active, surtout le long de l'estuaire de N'tiallakh. Toutefois les plantules sont régulièrement appréciées par les animaux en divagation et la solution souhaitée par les populations est l'édification d'un mur de protection en béton ou en fil de fer barbelé. Deux aires de régénération de 2 ha ont été protégées dans le village de N'tiallakh et au niveau de la mare de Birette (**Photo 5**). Cette initiative a permis une croissance accélérée des plantules et encouragé la direction du Parc à initier un programme de reboisement de 11 000 plants d'*Avicennia* actuellement en pépinière (**Photo 6**).





**Photo 1 : Tri de propagules de Rhizophora**



**Photo 2 : Rhizophora reboisé selon la méthode du plateau d'Anderson**



**Photo 3 : Réouverture de canaux et tri d'Avicennia africana**



**Photo 4 : Reboisement d'Avicennia africana**



**Photo 5 : Régénération d'Avicennia africana dans la zone de Bell mise en défends**



**Photo 6 : Pépinière d'Avicennia Africana réalisé par le parc du Diawling suite aux effets positifs de la zone protégée**



### 1.3. Sensibilisation des communautés du Delta du Saloum au Sénégal

Dans le Delta du Saloum, de nombreux efforts de restauration de la mangrove ont été mis en œuvre par plusieurs projets travaillant avec les communautés qui ont pris conscience de la nécessité d'une gestion durable de ce patrimoine. Toutefois il y a nécessité de renforcer la conscientisation des populations pour atténuer l'impact des pratiques destructrices qui subsistent encore. C'est ainsi qu'une campagne de sensibilisation sur les ondes de Radio Niombato FM a été réalisée à l'intention des communautés du delta du Saloum en faveur du renforcement des mesures de conservation de la mangrove, notamment par la mise en place des brigades d'éco-gardes. Par ailleurs, les sites de reboisement dans le village de Dassalamé Serer ont été visités par un groupe de paysans venant de la Gambie en vue du renforcement de leur capacité en technique de plantation et de suivi.

### 1.4. Construction des fours améliorés en Guinée Bissau

Le site retenu est Cacine, les études sont réalisées par une entreprise de construction qui réalise actuellement les travaux. Les fours de Cacine, Canamine et Cadico sont en voie d'achèvement (**Photo 7**) et seront fonctionnels en février 2010, mais celui de Contaïa accuse du retard à cause de l'enclavement.



Photo 7 : Fours améliorés en construction

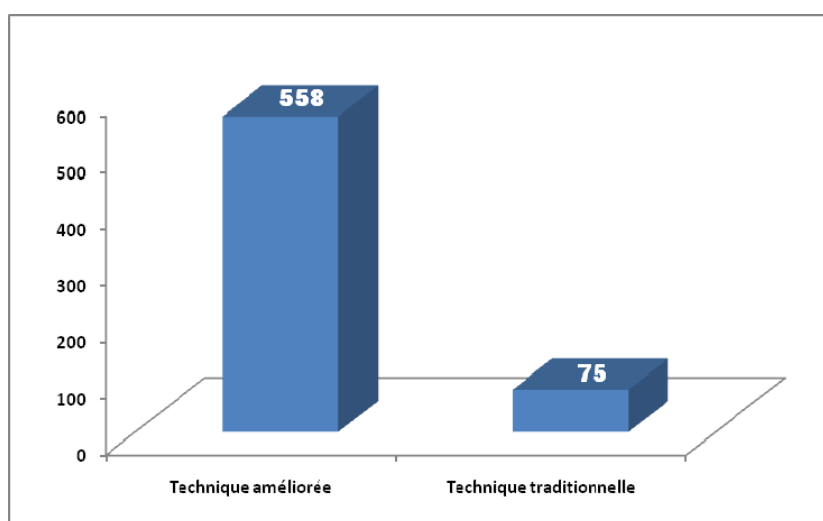




### 1.5. Diffusion de la technique de production de sel solaire en Gambie

En Gambie et au Sénégal, la population produit du sel solaire avec des techniques à très haute intensité de main d'œuvre pour une faible productivité. Il est possible d'améliorer les rendements grâce à la technique déjà largement vulgarisée en Guinée. Au demeurant, cette technique a été mise au point en réponse à la forte consommation de bois de mangrove lorsque le sel est produit par cuisson (Guinée, Guinée Bissau, Sierra Leone). Par exemple en Guinée, on estime que la production d'1 Kg de sel nécessite 3,1 Kg de bois de mangrove et, grâce à la technique de sel solaire sur bâche, la production de 1000 tonnes de sel permet d'éviter le défrichement de 125 ha de mangroves.

Cette technique a été testée en Gambie dans des villages exploitant traditionnellement le sel solaire. Par la technique traditionnelle, une famille produit 1650 kg de sel en une campagne de 22 semaines. Avec la technique améliorée, la production d'une famille a été multipliée 7,5 fois (graphique ci-dessous) donnant un produit de meilleure qualité (**photos 8 et 9**) à un prix abordable. Le coût de la bâche en plastique et quelques accessoires est d'environ 50 000 francs CFA (110 US \$) pour une unité de production utilisant 10 bâches. Ce procédé permet également de rallonger de huit semaines la durée de la campagne, ce qui pourrait augmenter de façon plus significative les gains. C'est ainsi qu'en deux semaines Bali Mandinka, site de formation pour toutes les communautés, a produit 2000 Kg de sel et, de retour dans leurs villages respectifs, les paysans de Buram ont produit à leur tour 1600 Kg et ceux de Jassobo 350 Kg. Enfin cette technique se caractérise par un gain quotidien de temps appréciable et une moindre pénibilité du travail.



Production (kg) hebdomadaire de sel en fonction des techniques utilisées



Photo 8 : Sel solaire sur bâche (cristaux fins)



Photo 9 : Sel solaire traditionnel (gros cristaux)

### 1. 6. Apiculture en Gambie

Le projet avait distribué 30 ruches dont 19 avaient été colonisées dans les villages de Buram, Baali Mandinka et Jassobo. Au mois de juillet la production de miel était de 34 litres, à Buram, 20 à Baali Mandinka et 5 à Jassobo. Le taux de réussite a été limité, par endroits par le mauvais choix des emplacements, parfois trop éloignés du village et donc d'une fréquence de suivi limitée comme à Jassobo. A l'avenir ce facteur devra être pris en compte pour améliorer les résultats. Le village de Buram ayant enregistré la meilleure production a bénéficié d'une formation en matière de traitement post récolte du miel et de la cire. Il assurera la vulgarisation dans les deux autres villages lorsque ces derniers enregistreront une masse critique de produits.



## 2. Charte régionale et plan d'action

### 2.1 La charte régionale

L'UICN Sénégal avait déjà démarré en 2006 une étude sur les politiques au Sénégal, en Gambie et en Guinée Bissau et abouti à la production d'un draft de charte et de plan d'actions pour les trois pays sur la base d'études préliminaires réalisées par des consultants nationaux. En 2008, la même démarche a été reconduite en Mauritanie, Guinée et Sierra Leone afin de compléter les informations déjà recueillies et d'aboutir à une synthèse couvrant les six pays. Cette activité, était prévue au point 6 du document du Projet (***National policy is strengthened to provide support for community actions***). Sur la base des rapports nationaux des ateliers techniques d'une journée ont été organisés dans chaque pays (**Photos 10 et 11**) et permis d'engager une concertation élargie entre les différents acteurs impliqués dans la gestion de la mangrove. Cette démarche a facilité la recherche et l'obtention de consensus entre acteurs autour de la problématique qui caractérise la gestion actuelle de l'écosystème mangrove et les éléments de stratégie pertinents permettant de mener des actions interétatiques concertées pour améliorer la gestion actuelle des ressources de la mangrove.

L'animation des ateliers et le travail de synthèse a été confiée à deux consultants spécialisés en socio économie et en droit de l'environnement qui avaient réalisé les mêmes prestations pour l'UICN, afin de faciliter l'harmonisation des résultats.

Ceci a abouti à la rédaction d'un projet de charte et de plan d'action tel que recommandé au point 7 du document du Projet (***Result 7.1 Produce draft and advocate for validation of the policy accord by government agencies through PRCM, in consultation with ECOWAS or CSRP***). Au terme des missions dans les six pays et sur la base des éléments de stratégie identifiés par les différents acteurs, les domaines et actions pouvant constituer les axes d'une collaboration interétatique pour une gestion durable de la mangrove ont été identifiés en vue de constituer les fondements d'une charte régionale. L'idée d'une charte régionale de gestion de la mangrove a été partout bien accueillie. Sa justification découle de constats suivants :

- La mangrove est un écosystème riche assurant des fonctions écologique et économique essentielles dans l'espace marin et côtier.
- Elle est fragile et sa dégradation liée au changement climatique et à l'utilisation abusive de ses ressources s'est accélérée ces dernières décennies.
- Elle est une ressource partagée depuis la Mauritanie jusqu'en Sierra Leone.



L'avant projet de charte et de plan d'action soumis à plusieurs partenaires dont les contributions ont permis à la coordination du projet de le consolider. Le document pose le problème de dégradation généralisée de la mangrove dans les six pays malgré les dispositions réglementaires prévues par différents codes nationaux de gestion (forêt, eau, environnement...) et les lois d'application qui les accompagnent. Il propose une approche régionale de gestion de ressources partagées d'un écosystème couvrant des pays dont les politiques nationales sur le sujet ne sont pas harmonisées. La charte comporte 22 articles répartis dans 5 titres.

Le premier titre définit les principaux concepts utilisés. Le titre II, avec deux articles, définit l'objet et fixe le champ d'application de la charte qui s'étend à les pays du projet et peut s'ouvrir aux autres pays de la sous région, disposant de ressources de mangrove et désireux de participer à leur gestion commune et partagée.

Le titre III, avec 10 articles, expose les principes et modalités de gestion durable reposant sur :

- l'obligation de garantir la gestion durable des ressources de l'écosystème mangrove ;
- l'utilisation durable le partage équitable des revenus tirés de l'utilisation des ressources comprises dans l'écosystème mangrove ;
- l'obligation de préserver l'environnement ;
- l'obligation de négocier en cas de conflit ;
- l'obligation pour chaque Etat-Partie d'informer **les autres États et les communautés utilisatrices** ou de se concerter avec eux, avant d'entreprendre toute action ou tout projet et/ou programme susceptible d'avoir un impact sur l'écosystème mangrove et/ou sur la possibilité de mettre en œuvre des projets et programmes futurs ;

Les différentes modalités de gestion durable des ressources de l'écosystème mangrove sont les suivantes :

- renforcement du cadre juridique et institutionnel ;
- restauration, conservation et utilisation rationnelle des mangroves ;
- mise en place de mécanismes de financement durable et meilleure organisation du marché des sous-produits;
- amélioration du système d'information et de communication et meilleure participation des populations ;

Le titre IV, avec 6 articles, aborde les dispositions relatives à la mise en œuvre de la charte, notamment les institutions compétentes nationales et sous régionales compétentes ainsi les communautés utilisatrices.





Le titre V traite des dispositions finales relatives à l'entrée en vigueur, de l'enregistrement, de désistement éventuel et de révision.

La charte, pour être opérationnelle s'appuie sur un plan d'actions qui comporte quatre axes stratégiques inscrits aux articles 9, 10, 11, 12 et 13.

Le document a été traduit en anglais et portugais et soumis aux points focaux nationaux pour avis technique et organisation des ateliers nationaux.

Les autres activités destinées à finaliser la charte et le plan d'action sont planifiées pour début 2010 lorsque les différents pays auront exprimé leurs avis respectifs.

## 2.2. Le Plan d'Actions

Le plan d'actions proposé s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Charte et les actions entreprises à ce niveau participent à l'atteinte du résultat 5 (**Key mangrove stakeholders have engaged in formulation of a regional Action Plan for strengthening and extending community actions**). Il a pour objectifs de favoriser une gestion durable commune de la mangrove, afin de contribuer effectivement à la réduction de la pauvreté et de cette manière à l'amélioration des conditions de vie des populations directement impliquées dans l'exploitation des ressources partagées de cet écosystème.

En vue de réaliser ces objectifs qui sont en phase avec les options actuelles des pouvoirs publics des pays concernés en matière de développement, un certain nombre d'orientations stratégiques/domaines d'intervention ont été retenus pour servir de points d'articulation à des activités et mesures pertinentes d'ordre institutionnel, économique, technique, financière et autres.

Les orientations majeures ainsi que les domaines d'articulation des activités et les différentes mesures proposées pour leur opérationnalisation sont issus pour l'essentiel des résultats des ateliers de concertation organisés en Mauritanie, au Sénégal en Gambie, en Guinée Bissau, en Guinée et en Sierra Leone. Ils ont été complétés par d'autres éléments de stratégies recensés dans les rapports des études préalables menées dans le cadre de cette présente mission. Il s'agit des principaux axes ci-après, identifiés par les acteurs dans les six pays pour constituer des domaines de collaboration interétatique pertinents pour une gestion concertée et durable de la mangrove :

- renforcement du cadre juridique et institutionnel qui sera opérationnalisé grâce à la mise œuvre de six action clé ;



- restauration, conservation et utilisation rationnelle des mangroves seront mise en œuvre grâce à 13 actions ;
- mise en place de mécanismes de financement durable et meilleure organisation du marché des sous-produits définie dans 3 actions ;
- amélioration du système d'information et de communication et meilleure participation des populations que les 15 actions clé identifiées permettront de dérouler.

Le Plan d'Actions est présenté sous la forme schématique pour permettre d'avoir une vision panoramique de l'ensemble des éléments constitutifs et de mettre en évidence les liens entre eux.

Objectifs spécifiques	Actions à mener	Calendrier d'exécution	Produits/Résultats intermédiaires	Structures/institutions et/ou services responsables et/ou concernés	Coûts/Moyens à mettre en œuvre	Observations
-----------------------	-----------------	------------------------	-----------------------------------	---	--------------------------------	--------------

A ce stade de sa rédaction, les objectifs globaux, les objectifs spécifiques, actions à mener et le calendrier d'exécution sont indiqués. Les Produits/Résultats intermédiaires, Structures/Institution responsables et les Coûts/Moyens de mise en œuvre seront négociés dans chaque pays en même temps que la Charte.



Photo 10 : Parlementaire de la Mauritanie à l'atelier national de validation des politiques sur les mangroves



Photo 11 : Parlementaire de la Guinée à l'atelier national de validation des politiques sur les mangroves

Avec l'appui financier de la Fondation



### 3. Développement de partenariats

#### 3.1. Appui à l'ONG Océanium

A la veille de la campagne 2009 de reboisement planifiée par l'Océanium en Casamance et au Saloum une équipe pluridisciplinaire a réalisé un diagnostic de différentes contraintes, notamment celles concernant les conditions hydro sédimentaires et édaphiques des sites à sélectionner. Pour ces dernières, le diagnostic a porté sur un examen *in situ* des carottes de sol pour détecter la présence des composés de soufre acidifiants, apprécier le taux et la nature de la matière organique et la texture. Une attention particulière a été également accordée aux conditions de submersion par la marée, notamment la fréquence et volume oscillant ainsi que la turbidité de l'eau, le taux de salinité étant déterminé par le membre de la mission spécialiste en écologie de mangrove.

Au total 14 sites (12 en Casamance et 2 au Saloum) identifiés par l'Océanium furent visités et les conclusions et recommandations sont les suivantes :

Les contraintes du milieu physique au reboisement en Casamance et au Saloum sont très fortes, étant liées à des facteurs climatiques et hydrologiques auxquelles il faut s'adapter par le choix de sites offrant les meilleures conditions de submersion par la marée afin d'atténuer la salinité et l'acidité du sol tout en apportant la vase marine fertilisante. Les expériences antérieures montrent que, dans la plupart des cas, le choix des parcelles a rarement tenu compte de ces facteurs qui ont considérablement contribué aux échecs enregistrés. Pour corriger cette lacune, la démarche la plus appropriée consiste à privilégier les sites recevant une marée biquotidienne dont le volume est appréciable et apporte une eau turbide et dont la salinité ne dépasse pas 60 g/l en saison sèche. Une telle approche suppose que l'extension des parcelles se fasse le long des berges des chenaux plutôt que des berges vers les centres des vasières qui sont souvent sursalés en saison sèche.

L'Océanium est déjà acquis à cette approche, mais a besoin d'améliorer sa méthode de sélection, notamment en procédant à des mesures simples de la salinité et du pH de l'eau et du sol ainsi que la turbidité de la marée montante.



### **3.2. Appui au projet Adaptation au Changement Climatique en zone Côtière (ACCC) d'Afrique de l'Ouest pour reboisement du Rhizophora et de l'Avicennia au Saloum**

Les formations de mangrove de Palmarin, comme la plupart de celles du Saloum, sont fortement dégradées, essentiellement par la sécheresse. En réponse, le projet ACCC a initié des actions de reboisement auxquelles l'IMAO a apporté un appui dans le choix des sites et les techniques de reboisement (Photo 13). Il s'agissait pour le Rhizophora de procéder, dans quatre villages (Ngallou, Nguethie, Ngounoumane et Diakhanor), à la caractérisation des sites de collecte des propagules et du choix judicieux des sites de plantation en fonction des conditions du milieu (nature du substrat et possibilité de submersion par la marée). Pour la plantation d'Avicennia, en plus de l'identification des sites propices à cette espèce, il a été organisé une visite de trois personnes qui ont été initiées à la technique du semis direct expérimentée avec succès à Dassalamé Serer, un village voisin.

### **3.3. Recherche sur la caractérisation du milieu et la séquestration du carbone dans les sites de reboisement de Dassalamé Serer**

En collaboration avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie de Thiès, dans le cadre d'un master II, un étudiant conduit des recherches sur l'évaluation des conditions de croissance de Rhizophora et de la séquestration du carbone dans les sites de reboisement du Saloum. Ce travail évaluera la croissance des Rhizophora en rapport avec certaines propriétés du sol (texture, pH, salinité...) et le régime hydrique. En intégrant les résultats de DEA sur la séquestration du carbone (**Photo 12**) obtenus en 2008, il approfondira cette thématique.



**Photo 12 : Etudiant faisant la collecte de données pour son mémoire sur la séquestration du carbone en mangrove**

**Photo 13 : Appui au projet ACCC pour le reboisement de Rhizophora dans la zone de Palmarin**





## 4. Vers les objectifs du projet

### 4.1. Les activités de terrain

En 2009 les activités de terrain, premier axe d'interventions prioritaires du projet, se sont consolidées grâce aux enseignements tirés de l'année précédente :

Les campagnes de reboisement ont donné de meilleurs résultats grâce à une meilleure préparation, notamment la sensibilisation et le renforcement de capacité des communautés partenaires, la collecte de matériel végétal de qualité, le choix de sites de plantation appropriés et le respect du calendrier de plantation. Toutefois le reboisement est une activité à haute intensité de main d'œuvre qui coïncide avec les travaux champêtres. Cette charge supplémentaire de travail nécessite donc d'importants moyens pour permettre aux paysans de se mobiliser en masse pour réaliser ce travail en quelques jours et se consacrer à leurs tâches habituelles.

En Mauritanie, la mise en défends des aires de régénération s'est traduite par une croissance accélérée des plantules et la direction du Parc du Diawling qui assure le suivi est motivée pour poursuivre l'opération tout en initiant un programme de reboisement sur d'autres sites.

La vulgarisation de l'apiculture en Gambie a été bien accueillie, même si les moyens du projet n'ont pas permis de la faire à grande échelle. Les communautés cibles ont acquis un savoir faire en la matière et, si des moyens conséquents sont disponibles, cette activité pourra devenir une source non négligeable de revenus. De même la technique de production de sel solaire sur bâche maîtrisée et constitue un acquis important en tant que moyen d'accroissement de la richesse et de gain de temps, donc d'amélioration du bien-être des communautés ciblées.

La construction de fours améliorés pour fumage du poisson en Guinée Bissau, outre l'économie de bois de mangrove qui en résulte, met à la disposition des acteurs de la filière des infrastructures durables qui remplacent avantageusement les fours traditionnels précaires et beaucoup plus nocifs pour la santé des utilisateurs. Toutefois, le délai de livraison des installations qui était prévu courant 2009 n'a pas été respecté, mais l'entreprise travaille actuellement à la finition de trois des quatre fours mis en chantier.

### 4.2. Les politiques de gestion de la mangrove

Les ateliers de concertation sur les politiques nationales ont connu, dans les six pays, une forte participation des services techniques des Etats, des représentants des parlementaires, des collectivités locales, du secteur privé et des ONGs et des partenaires au développement.



Globalement les discussions ont abouti au constat de mauvaise gestion de l'écosystème résultant de l'effet combiné de plusieurs causes. C'est sur cette base que la Charte et le plan d'actions ont été élaborés afin de parvenir aux améliorations nécessaires. Ces documents doivent recueillir les observations ultimes des différents pays pour leur approbation finale.

## OBJECTIFS DU PROJET IMAO

- Conserver et restaurer les écosystèmes de mangrove
- Améliorer le bien-être et la sécurité des communautés qui dépendent de la mangrove
- Adopter une charte et un plan d'action à l'échelle des pays du PRCM

STRATEGIES		ACTIVITES MENEES	RESULTATS/INDICATEURS	NIVEAU D'EXECUTION	OBSERVATIONS
<b>Développement d'une base de connaissances sur les valeurs, les statuts écologiques et la gestion des mangroves</b>	Evaluation cartographique sur les valeurs et étendues de mangroves	Compiler les informations sur les bases de données cartographiques en mangrove	Rapport de compilation des informations cartographiques disponible	100%	
	Registre de bonnes pratiques et des acteurs clés est établi	Collecter les informations sur les bonnes et mauvaises pratiques de gestion des mangroves à l'échelle du PRCM	Rapports diagnostics participatifs disponibles	95%	Ceci est processus qui durera toute la vie du projet
		Créer une base de données des communautés ayant de bonnes pratiques de gestion des mangroves		95%	Processus qui a la même durée de vie que le projet
	Analyse des gaps identifiant les actions nationales et régionales pertinentes	Mener des études d'écologie et de socio économie	Rapport d'écologie disponible  Mémoire DEA sur séquestration carbone au Saloum  Mémoire Master II sur caractérisation du milieu séquestration carbone au Saloum  Draft de rapport socio économie en cours de finalisation	100%  100%  50%	Mémoire doit être soutenu en Février 2010  Finalisation en cours par l'Equipe du projet



STRATEGIES		ACTIVITES MENEES	RESULTATS/INDICATEURS	NIVEAU D'EXECUTION	OBSERVATIONS
Développement d'une base de connaissances sur les valeurs, les statuts écologiques et la gestion des mangroves	Analyse des gaps identifiant les actions nationales et régionales pertinentes	Atelier régional d'analyse des gaps et d'identification des priorités techniques, financiers et politiques	Atelier organisé  Rapport disponible	100%	
		Sélection des communautés pour mener des actions pilotes	4 communautés en Guinée Bissau  3 communautés en Guinée  3 communautés en Gambie  1 communauté au Sénégal  1 communauté en Mauritanie  1 communauté en Sierra Leone	100%	
Transfert de connaissances des communautés à l'échelle régionale et mise en place des conditions motivantes pour la bonne gestion de la mangrove	Actions de restauration/conservation sont mises en œuvre et les revenus des communautés sont augmentés	Restauration des sites et renforcement des capacités des communautés	Reboisement réalisé en 2008 et 2009 Protection des aires de régénération des mangroves en Mauritanie Visites d'échanges Formations	60 %	La première année est une phase test  Il s'agit au cours de 2009 de consolider les expériences passées et d'étendre les aires de reboisement
		Développer des projets de démonstration pouvant servir comme exemple dans le plan d'actions	Apiculture en Gambie  Sel solaire en Gambie  Fours améliorés en Guinée Bissau	50%	Sel solaire a démarré vers la fin de la campagne  Les fours sont en construction

STRATEGIES		ACTIVITES MENEES	RESULTATS/INDICATEURS	NIVEAU D'EXECUTION	OBSERVATIONS
		Chercher des financements pour mettre en œuvre le plan d'actions			
<b>Renforcement des politiques nationales et régionales et élaboration d'un plan d'actions</b>	Les acteurs clés ont entamé un processus de formulation d'un plan d'action qui soutient les initiatives locales	Capter des personnes ressources pour prendre part au processus d'élaboration du plan d'actions	Concertations nationales autour du Activités de base constituant l'ossature du plan d'actions proviennent des concertations organisées dans les 6 pays 5Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée et Sierra Leone)  Draft de plan d'actions disponible	100%	
		Engager le processus de négociation du plan d'action à l'échelle des pays	Processus en cours	Processus en cours	
		Créer un prix pour stimuler la conservation des mangroves	Appui à la journée régionale des mangroves de Ziguinchor	40%	Absence de ressources financières ; aucune ligne budgétaire ne prend en charge cette activité
	Les politiques nationales sont renforcées pour soutenir les actions locales	Appuyer les politiques nationales de conservation des mangroves	Rapports des 6 pays disponible	100%	

STRATEGIES		ACTIVITES MENEES	RESULTATS/INDICATEURS	NIVEAU D'EXECUTION	OBSERVATIONS
Renforcement des politiques nationales et régionales et élaboration d'un plan d'actions	La charte régionale est formulée et approuvée	Produire un draft de charte des mangroves	Avant projet de charte disponible	En cours de négociation dans les différents ministères	Approuvé par les services techniques des ministères de cinq pays.
		Valider l'Avant-projet de charte par les ministères des pays	Atelier de validation en cours de préparation	Processus en cours	Ressources financières limitées
		Intégrer les observations des pays et imprimer la version définitive			Malgré la situation politique en Guinée, les techniciens du ministère ont promis d'envoyer leurs observations
		Entamer le processus de signature avec l'appui du PRCM			Identification des personnes ressources pour appuyer le lobbying en cours

## 5. Rapport financier





## **6. Plan annuel de travail de 2010**

### **Poursuite des activités destinées à améliorer le bien être des communautés locales**

#### **Activité 1 : Apiculture en Gambie**

Cette activité génératrice de revenus mise en œuvre en Gambie unique, a été bien accueillie dans les trois villages (Bali mandinka, Jassobo et Buram). En juillet 2009 les récoltes se chiffraient à 34 litres. Cette activité sera poursuivie et la gestion des revenus en faveur de la pérennisation de l'activité sera discutée avec les communautés.

#### **Activité 2 : Diffusion de la technique de production de sel solaire au Sénégal et en Sierra Leone**

A Dasselamé Sérér, village situé dans le delta du Saloum au Sénégal, la population produit du sel solaire avec des techniques rudimentaires. Il est possible d'améliorer les rendements grâce à la technique déjà utilisée en Gambie.

En Sierra Leone, dans le village de Fogbo, la production de sel se fait par cuisson à l'aide du bois de mangrove. Afin de réduire considérablement la coupe du bois pour des besoins énergétiques et d'augmenter les rendements, le projet introduira également la technique de production de sel solaire en bâche.

#### **Activité 3 : Construction des fours améliorés en Guinée Bissau**

Le chantier des fours améliorés répond à la forte demande en bois de mangrove pour le fumage du poisson. Il est retardé en grande partie par la saison des pluies et l'enclavement de la zone de Caciné. Au cours de ce semestre, les fours seront fonctionnels. Les représentants des communautés locales seront également formés en gestions des revenus tirés de l'exploitation de ces fours.

### **Charte régionale et plan d'action**

Résultat : Les politiques nationales sont renforcées afin de mettre en œuvre un plan d'action et une politique régionale de gestion de la mangrove est formulée et approuvée par les différents pays à travers une médiation impliquant le PRCM.



#### **Activité 4 : Concertations nationales autour de la Charte et du plan d'action**

Une tournée du comité de pilotage du projet sera organisée dans les différents pays pour faire le lobbying en faveur du document et discuter des modalités pratiques de signature de la charte et de la mise en œuvre du plan d'action. Les termes de références de ces ateliers sont déjà disponibles auprès des Points Focaux chargés de l'organisation.

#### **Activité 5 : Intégration des contributions nationales**

Les remarques et suggestions recueillies dans les différents pays seront intégrées à l'Avant-projet de charte afin de produire la version finale en vue d'une adoption officielle.

#### **Activité 6 : Diffusion de la charte**

La charte sera largement diffusée dans les pays du PRCM, de la CDAO et de l'UEMOA afin de chercher des synergies avec toutes les initiatives visant la gestion durable des écosystème côtiers, d'abord au sein des pays du PRCM, ensuite dans toute la région Ouest africaine et au-delà, notamment au niveau de UICN-Programme Afrique du Centre et de l'Ouest.

#### **Evaluation du projet IMAO**

STRATEGIES		ACTIVITES A MENER	PAYS	PERIODE	INDICATEURS
<b>Transfert de connaissances des communautés a l'échelle régionale et mise en place des conditions motivantes pour la bonne gestion de la mangrove</b>	Actions de restauration/conservation sont mises en œuvre et les revenus des communautés sont augmentés	Développer des projets de démonstration pouvant servir comme exemple dans le plan d'actions	Apiculture en Gambie Sel solaire au Sénégal et en Sierra Leone Fours améliorés en Guinée Bissau	Toute l'année Février-Mai Janvier-Mars	Nombre de litre récolté Quantité de sel produite et nombre de personnes formées Nombre de fours fonctionnels
		Rechercher des financements pour mettre en œuvre le plan d'actions	Bailleurs nationaux et internationaux	Toute l'année	Ressources mobilisées
<b>Elaboration d'un plan d'actions régional</b>	Les acteurs clés ont entamé un processus de formulation d'un	Adoption du plan d'actions régional qui soutient les initiatives locales de conservation de la mangrove	Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée Conakry et Sierra Leone	Février - Mai	Quatre pays signataires
<b>Renforcement des politiques nationales et régionales</b>	La charte régionale est approuvée	Adoption de la charte régionale	Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée Conakry et Sierra Leone	Février - Mai	Nombre de pays signataire



## CONCLUSION

La poursuite des activités de terrain a permis d'enregistrer des résultats significatifs dans les différents pays. En Mauritanie, la protection des aires de régénération naturelle contre le cheptel en divagation s'est avérée efficace et gagnerait à être amplifiée en étudiant la possibilité de réduire le coût des investissements et l'intérêt que la direction du Parc de Diawling porte à cette initiative est un atout important pour la vulgarisation à grande échelle de cette initiative.

Au Sénégal les différentes interventions du projet en matière de sensibilisation et de renforcement de capacités auront certainement un impact positif en faveur d'une meilleure gestion de l'écosystème. Les diagnostics des contraintes du milieu physique (sol, hydrologie, ...) en mangrove constituent un apport important au succès des campagnes de reboisement. L'aboutissement des études sur les mêmes facteurs de milieu et sur la séquestration du carbone permettront sûrement de consolider les acquis pour la restauration de mangroves dégradées.

Les communautés de la Gambie qui travaillent avec le projet ont la possibilité de tirer d'importants bénéfices aussi bien en matière de restauration de la mangrove que de mise en œuvre d'activités génératrices de revenus. Elles ont pu accroître leur capacité aussi bien pour reboisement grâce aux échanges avec les communautés du Saloum que pour la production de sel solaire après l'intervention des producteurs guinéens. Elles ont enfin acquis un savoir faire précieux en apiculture moderne.

En Guinée Bissau la finalisation des fours améliorés aura sûrement un impact positif sur l'économie de bois de chauffe pour fumage du poisson, sans compter que cette activité de transformation sera moins pénible et plus sécuritaire. En outre le démarrage des activités de reboisement contribuera à la restauration des nombreuses rizières abandonnées.

En Guinée et Sierra Leone où le reboisement a été l'unique activité de terrain, les impacts positifs sont également attendus. La conscientisation des communautés constitue déjà un acquis non négligeable car dans ces deux pays qui ne connaissent pas une sécheresse aussi sévère qu'au Sahel, la plantation de palétuviers n'était pas considérée comme prioritaire alors que chaque année d'importantes superficies étaient défrichées pour la riziculture et/ou pour bois énergie.

Le projet de Charte et de Plan d'Action a été soumis à de nombreuses personnes ressources qui ont contribué à sa consolidation. La version finale a été communiquée aux points focaux des différents pays et la coordination du projet recueille actuellement leur avis en vue d'organiser les concertations nationales et d'aboutir à son adoption.



## RECOMMANDATIONS

- Une meilleure préparation de la campagne de reboisement par : une meilleure sélection du matériel végétal et des sites (substrat et régime hydrique). Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que la campagne de reboisement coïncide avec les travaux champêtre. Par conséquent, il faut motiver les acteurs.
- Mettre en place des crédits campagne pour financer l'acquisition d'intrants pour la saliculture solaire sur bâche et l'apiculture.
- Sur le terrain et à des échelles différentes, il faut renforcer les partenariats avec les projets et ONG qui mènent des activités similaires à celles de IMAO.